Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

5 Avenue André MALRAUX - CS 81327
97495 SAINTE CLOTILDE CEDEX

RECEPISSE DE DEPOT

DISCASH
avenue Théodore Drouhet - ZAC 2000
97420 Le port

V/REF :
N/REF : 93 B 29 / 2016-A-2759

Le Greffier du Tribunal Mixte de Commerce DE SAINT-DENIS (REUNION) certifie qu'il a reçu le 01/06/2016, les actes suivants :

Procès-verbal en date du 30/03/2016
Statuts mis à jour en date du 30/03/2016

Concernant la société

DISCASH
Société à responsabilité limitée
avenue Théodore Drouhet - ZAC 2000
97420 Le port

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2016-A-2759 le 20/06/2016
R.C.S. ST DENIS DE LA REUNION TGI 389 908 682 (93 B 29)

Fait à SAINT-DENIS le 20/06/2016,
LE GREFFIER

Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Denis (La Réunion)

DISCASH

SARL au capital de 900 000 €
Siège social : Av. Théodore Drouhet – ZAC 2000 – 97420 LE PORT
RCS SAINT-DENIS B 389 908 682

PROCES-VERBAL CONSTATANT LE RESULTAT DE LA CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES DRESSE LE 30 MARS 2016

L'an deux mille seize et le trente mars, la société **CAILLE GRANDE DISTRIBUTION,** actionnaire majoritaire de la société DISCASH, Société à responsabilité limitée au capital de 900 000 €, dont le siège social est situé Avenue Théodore Drouhet – ZAC 2000 – 97420 LE PORT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Denis,

A, par le présent acte, certifié que :

En application des dispositions statutaires, une consultation écrite a été organisée en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Démission du Gérant actuel de la société,
- Désignation d'un nouveau Gérant,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Les résolutions ci-dessous ont été soumises à l'approbation de chacun des associés :

Première résolution :
Les associés, après avoir pris connaissance du rapport à la consultation écrite, prennent acte de la démission de Monsieur Philippe LAUTHIER de son mandat de Gérant à compter du 16 février 2016.

Deuxième résolution :
Les associés nomment en qualité de Gérant, Monsieur François CAILLE né le 25 mars 1952 à Saint-Denis, demeurant au 7 Chemin des Brises – 97417 La Montagne, pour une durée illimitée.

Troisième résolution :
Les associés confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités requises par la loi.

A cette fin, il leur a été envoyé par courrier en recommandée avec accusé de réception le 3 mars 2016, le rapport à la consultation écrite et un formulaire de vote contenant les projets des résolutions. Les associés ont été priés de renvoyer leur bulletin de vote dans les 15 jours à réception du courrier, en précisant que l'associé qui n'a pas retourné son bulletin dans ce délai à compter de la date de réception des projets de résolution sera considéré comme s'étant abstenu.

Il ressort du dépouillement des bulletins de vote parvenus dans le délai fixé que les résolutions ont été approuvées par tous les associés représentant 100 % des droits de vote.

Par suite, il est constaté que ces résolutions sont régulières et définitives ; elles ont été approuvées à l'unanimité des associés.

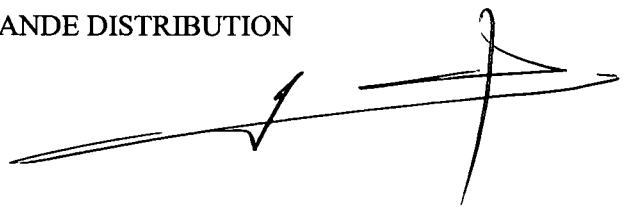
.../...

Les copies des lettres qui ont été adressées aux associés ainsi que leurs votes sont annexés au procès-verbal des présentes constatations, pour être classés dans les archives de la société.

De tout ce qui précède, il est dressé le présent procès-verbal dont une copie certifiée exacte est adressée à chacun des associés.

Fait à Saint-Denis, le 30 mars 2016

CAILLE GRANDE DISTRIBUTION



DISCASH

S.A.R.L. AU CAPITAL DE 900 000 €

SIEGE SOCIAL **:**
Avenue Théodore DROUHET
ZAC 2000
97420 LE PORT

STATUTS

MIS A JOUR LE 30 MARS 2016

Enregistré à : SIE SAINT DENIS OUEST POLE ENREGISTREMENT
Le 20/04/2016 Bordereau n°2016/470 Case n°11
Enregistrement : 125 € Pénalités :
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent administratif des finances publiques

Ext 2695

Henri TIA TKONG FAT
Agent des Finances Publiques

OL032 OL/DP

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT TREIZE,
Et le dix huit décembre

Maître Pierre DOUYERE, Notaire associé, membre de la Société Civile Professionnelle dénommée « Paul LEMERLE, Raoul ATEC-TAM, François GERARD, Michel GRONDIN et Pierre DOUYERE, notaires associés », titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à SAINT-DENIS (REUNION), 44 rue Pasteur,

A reçu le présent acte comportant STATUTS d'une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE.

« ASSOCIES »

La Société dénommée « ETABLISSEMENTS JULES CAILLE », Société anonyme au capital de VINGT MILLIONS DE FRANCS (20.000.000,00 Frs), ayant son siège social à SAINT-DENIS (REUNION), 31 rue Jean Chatel, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-DENIS (REUNION), sous le numéro B.310.862.511.

Ladite société représentée par :
Monsieur Jacques CAILLE, Directeur de Société, demeurant à SAINT-DENIS (REUNION), 31 rue Jean Chatel.

Agissant en qualité de Président Directeur Général de ladite Société, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une Délibération du Conseil d'Administration de ladite société en date du 1er Août 1975, dont une copie du procès-verbal la constatant est demeurée annexée à un acte en constatant le dépôt reçu par Maître Michel POPINEAU, notaire associé à SAINT-DENIS, le 25 Août 1975, et comme ayant été renouvelé dans ces fonctions en vertu de diverses délibérations du même Conseil en date du 10 Juin 1980, du 20 Juin 1984 et du 5 Juillet 1990.

La Société dénommée « CAILLE INVESTISSEMENT », Société anonyme au capital de DEUX CENT SOIXANTE DOUZE MILLE FRANCS (272.000,00 Frs), ayant son siège social à SAINT-DENIS (REUNION), 31 rue Jean Chatel, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-DENIS (REUNION), sous le numéro B.347.728.818 (88 B 370).

Ladite société représentée par :
Monsieur Gaston CAILLE, Directeur de Société, demeurant à SAINT-DENIS (REUNION), lieudit « La Montagne », Lotissement SARLEC IV.

Agissant en qualité de Président Directeur Général de ladite Société, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une Délibération du Conseil d'Administration de ladite société en date du 15 Juillet 1988, dont une copie certifiée conforme du procès-verbal la constatant est demeurée jointe et annexée aux présentes après mention.

LESQUELS sont convenus de constituer la société dont ils vont établir les statuts et nommer le premier gérant.

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

Article 1er - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet :
- l'exploitation d'une chaîne de magasins de distribution de produits alimentaires et non alimentaires.
- l'importation, l'exportation, la commercialisation de ces produits par voie d'achat, vente, distribution en franchise ou autrement.
- l'acquisition ou l'exploitation de tout fonds de commerce.
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 3 - DENOMINATION

La société est dénommée : « DISCASH ».
Dans tous actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - SIEGE

Le siège social est fixé à Avenue Théodore Drouhet – ZAC 2000 – 97420 LE PORT.
Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et, en tout autre lieu, en vertu d'une décision des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est de QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années, à compter du son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS

Apports en numéraire

Les associés sus-nommés font, à la présente société, les apports suivants :

- « ETABLISSEMENTS JULES CAILLE », ci ..... 499.800,00 Frs
- « CAILLE INVESTISSEMENT », ci ..... 200,00 Frs

TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE, ci ..... 500.000,00 Frs

Laquelle somme a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation en l'Etude du notaire associé soussigné.
Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par la gérance qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et sur présentation du certificat du Greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

- **Lors d'une Assemblée Générale en date du 28 août 1993**, il a été apporté la somme de CINQ CENT MILLE Francs (500.000 Frs) en numéraire par l'émission de 5 000 parts sociales nouvelles souscrites par : Ets jules CAILLE SA pour 1 500 parts, LAM TOW DISTRIBUTION pour 1 500 parts, SADECO pour 500 parts et SNC IAA pour 500 parts.

- **Lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 novembre 1993**, il a été apporté la somme de UN MILLION de Francs (1.000.000 Frs) en numéraire par l'émission de 10 000 parts nouvelles souscrites par : Ets Jules CAILLE pour 8 000 parts, SADECO pour 1 500 parts et SNC I.A.A. pour 500 parts.

- **Lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 novembre 1994**, il a été apporté la somme de DEUX MILLIONS de Francs (2.000.000 Frs) en numéraire par l'émission de 20 000 parts nouvelles souscrites par : Ets Jules CAILLE SA pour 14 498 parts, SADECO pour 3 000 parts, LAM TOW DISTRIBUTION pour 1 500 parts, SNC I.A.A. pour 1 000 parts et CAILLE INVESTISSEMENT pour 2 parts.

TOTAL APPORTE ..... 4.000.000 Frs.

- **Par acte sous seing privé en date du 28 décembre 1994**, enregistré à la Recette des Impôts de SAINT DENIS OUEST le 23 février 1996 sous le n° 91 bord 88-2, la société Ets Jules CAILLE SA a cédé 3 000 parts sociales portant les numéros 1 à 3 000 à la société I.A.A.

- **Lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 1995**, la société CAILLE GRANDE DISTRIBUTION SAS a été agréée en qualité d'associée de la société DISCASH, suite à l'apport des 25 996 titres par Ets Jules CAILLE à CAILLE GRANDE DISTRIBUTION, lequel apport a été effectué dans le cadre de la restructuration juridique de Ets Jules CAILLE.

- **Par acte sous seing privé en date du 15 décembre 1997**, enregistré à la Recette des Impôts de SAINT DENIS OUEST le 13 janvier 1998 sous le n° 42 bord 24-5, la société CAILLE GRANDE DISTRIBUTION a cédé ses 25 996 parts sociales à la société SOGENIDIS SARL. Cette dernière a été agréée par l'assemblée générale extraordinaire du 3 mars 1998.

- **Par acte sous seing privé en date du 6 avril 1999**, enregistré à la Recette des Impôts de SAINT DENIS OUEST le 23 avril 1999 sous le n° 76 bord 193-4, la société I.A.A. SNC a cédé ses 5 000 parts sociales à la société SOGENIDIS SARL.

- **Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2001,** les associés ont décidé de réduire le capital de 4 000 000 Frs de la somme de 64 258 Frs pour le convertir en euros. Il a été fixé à 600 000 €.

- **Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2002,** les associés ont agréé la société CAILLE GRANDE DISTRIBUTION SARL en qualité d'associée en lieu et place de SOGENIDIS, suite à fusion absorption de SOGENIDIS par CAILLE GRANDE DISTRIBUTION le 12 novembre 2001.

Lors de cette même assemblée, les associés ont agréé la société GROUPE CAILLE en lieu et place de la société CAILLE INVESTISSEMENT suite à fusion absorption de CAILLE INVESTISSEMENT par FRAMIRE (FRAMIRE a pris la dénomination de GROUPE CAILLE SA après la fusion) le 21 décembre 2001.

- **Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 06 octobre 2006**, les associés ont décidé de réduire le capital de 600 000 € pour le ramener à 0, annulant les 40 000 parts sociales composant le capital de 600 000 €. Cette réduction a été suivie d'une augmentation de capital de 900 000 € par l'émission de 60 000 parts sociales nouvelles de 15 € chacune, souscrites par CAILLE GRANDE DISTRIBUTION (50 394 parts) CODEBAM (9 000 parts) LAM TOW DISTRIBUTION (600 parts) et CAILLE INVESTISSEMENT (6 parts).

- **Par acte sous seing privé** en date du 5 mars 2008, enregistré au SIE SAINT DENIS DE LA REUNION le 13 mai 2008 sous le n° 2008/647 Case n° 22, la société CODEBAM (ex. SADECO) a cédé ses 9 000 parts sociales à la société CAILLE GRANDE DISTRIBUTION.

- **Par assemblée générale extraordinaire** du 30 décembre 2008, les associés ont approuvé la fusion par voie d'absorption de la société DQF, SAS au capital de 40 000 € dont le siège social était à 10 Avenue Théodore Drouhet – Zac 2000 97420 LE PORT, immatriculée au RCS de SAINT DENIS sous le N°484 453 121, société dont elle détenait la totalité des actions.
Par suite, la fusion ne s'est traduite par aucune augmentation de capital de la société. L'actif apporté s'élevait à 5 630 845 € et le passif pris en charge ressortait à 6 100 872 €. Le passif net transmis s'est élevé à 470 027 € »

- **Par acte sous seing privé du 26 décembre 2013,** enregistré au SIE DE SAINT DENIS OUEST le 28 janvier 2014, sous le n° 2014 /150 case n°6, la société GROUPE CAILLE SA a cédé ses 6 parts sociales portant les numéros 59 995 à 60 000 inclus à la société CAILLE GRANDE DISTRIBUTION.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de NEUF CENT MILLE EUROS (900 000 €).
Il est divisé en 60 000 parts sociales de 15 € chacune portant les numéros 1 à 60 000, entièrement souscrites et libérées, réparti entre les associés comme suit :

- CAILLE GRANDE DISTRIBUTION SAS, 59 394 parts numérotées de 1 à 59 400 inclus, 59 995 à 60 000 inclus, ci 59 400
- L.T.D. SARL, 600 parts numérotées de 59 395 à 59 994 inclus,ci 600

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, CI 60 000

Article 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

I - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.
Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - PARTS SOCIALES

I - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

II - Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.
Les apports en industrie permis par la loi donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes. Ces parts sont incessibles et intransmissibles ; en cas de cessation d'activité ou de décès de l'apporteur, elles doivent être annulées.
Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports, au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal, ou de céder les parts excédentaires.

III - Indivisibilité des parts sociales - Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.
Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.
En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

IV - Associé unique

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société, tout intéressé pouvant seulement demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an ; le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. La dissolution ne peut toutefois être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.
L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales peut dissoudre la société à tout moment par une déclaration au greffe du tribunal de commerce du siège social.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

Cession libre entre associés entre conjoints, ascendants ou descendants, soumise à agrément pour toute autre personne

Transmission par décès soumise à agrément dans tous les cas

I - Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe en annexe du registre du commerce et des sociétés.

II - Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

III - Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.
Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.
Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions des alinéas 4 et 6 du présent paragraphe, sauf dans les cas prévus par la loi.
Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

IV - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

V - En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.
Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.
En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.
A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

VI - La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

Article 11 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés, personne physique ainsi que le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé personne morale n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces évènements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 12 - GERANCE

I - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.
Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Les gérants peuvent recevoir, en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

II - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.
La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.
Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.
Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut, sans y être autorisé par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, ou concourir à la fondation de toute société.
L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.
Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.
Les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser en compte courant leurs fonds disponibles dans les caisses de la société.

Article 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.
La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par le décret n° 85-295 du 1er Mars 1985 pour deux des critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.
Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.
La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.
Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES

1.- La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.
Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

a) ASSEMBLEE GENERALE
Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.
Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.
Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.
Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.
L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et, le cas échéant, par le président de séance.
A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.
Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) CONSULTATION ECRITE
En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.
Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".
La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

2.- Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.
Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

3.- Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 16 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires.
Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.
Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.
Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 17 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.
Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :
- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par les associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs (5 000 000,00 francs) et en cas de révocation d'un gérant statutaire ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.
La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.
En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

Article 19 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la société, les sommes nécessaires à celle-ci.
Ces sommes produisent ou non des intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.
Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou, en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte. L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.
Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

Article 20 - ANNEE SOCIALE – INVENTAIRE

L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre.
Par exception, le premier exercice sera clos le 31 Décembre 1993.
Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.
Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société, est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.
Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie.
Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.
Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.
Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.
Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.
La perte, s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

Article 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Article 23 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.
Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 8, II ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.
Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.
En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.
Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 24 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.
La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.
La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.
La liquidation est effectuée conformément à la loi.
Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Article 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.
La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.
Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.
En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par le président du tribunal de commerce statuant sur requête. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi du 24 Juillet 1966.
Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au mois égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées. Ce rapport est déposé au greffe du tribunal de commerce compétent huit jours avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur la transformation et, en cas de consultation écrite, huit jours avant la date limite prévue pour la réponse des associés.
Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans un délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu légal ou inférieur à cinquante.

Article 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés ou entre les associés et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents.

Article 27 - NOMINATION DU GERANT

Est nommé premier gérant de la société, pour une durée illimitée : Monsieur François CAILLE, Directeur de Société, demeurant à SAINT PAUL (Réunion), lieudit "Saint Gilles Les Bains", Cap Champagne, n° 45, Allée des Pailles-en-queue.
Monsieur CAILLE François, à ce présent et intervenant à cet effet, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Par assemblée générale en date du 29 août 2011, les associés ont constaté la démission de Monsieur François CAILLE à effet du même jour et ont nommé en remplacement, Monsieur Philippe LAUTHIER, né le 22 septembre 1957 à Marseille (13), demeurant au 28 ter, Chemin Summer N1 – 97434 SAINT-GILLES LES BAINS, pour une durée indéterminée.
Monsieur Philippe LAUTHIER déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Suivant procès-verbal dressé le 30 mars 2016, les associés ont constaté la démission de Monsieur Philippe LAUTHIER à effet du 16 février 2016 et ont nommé en remplacement, Monsieur François CAILLE, né le25 mars 1952 à Saint-Denis, demeurant au 7 chemin des Brises – 97417 LA MONTAGNE, pour une durée illimitée.
Monsieur François CAILLE déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Article 28 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE DE LA SOCIETE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE – PUBLICITE – POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre de commerce et des sociétés de SAINT DENIS (Réunion).

En vue d'obtenir cette immatriculation, les associés soussignés seront tenus de souscrire et déposer au greffe du tribunal de commerce la déclaration de conformité prescrite par la loi.
En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la société au registre du commerce, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

Enfin, tous pouvoirs sont donnés au gérant pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation dont il est parlé ci-dessus, les associés donnent mandat exprès au gérant sus nommé de réaliser immédiatement pour le compte de la société, les actes et engagements suivants jugés urgents dans l'intérêt social et qui seront repris par la société comme il est dit au paragraphe précédent :
- Acquisition de la société dénommée "SOREDECO", société anonyme au capital de QUINZE MILLIONS DE FRANCS (15.000.000,00 Frs), ayant son siège social à SAINT DENIS (Réunion), lieudit "La Jamaïque", immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT DENIS, sous le numéro B.340.989.714., du droit au bail dont ladite société est titulaire sur un immeuble sis à SAINT DENIS, rue Amédée Bédier, n° 29, d'une superficie approximative de 800 m², comprenant le sous-sol et le rez-de-chaussée dudit immeuble.

Article 29 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Statuts mis à jour le 30 mars 2016
Le Gérant